



Normandie Stat's

Bulletin trimestriel de l'emploi, du marché du travail et des politiques d'emploi et de solidarités de la DREETS de Normandie

N°46 - février 2026

Avertissement : Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025. Par ailleurs, des changements dans les règles d'actualisation des inscriptions et de sanctions impactent également les chiffres de demandeurs d'emplois depuis le début 2025, avec des effets différenciés selon les catégories d'inscrits. **Ces évolutions ont affecté significativement les statistiques, de stocks et de flux, rendant les évolutions difficilement interprétables en termes de tendances conjoncturelles du chômage.**

Le marché du travail au 4e trimestre 2025

Au quatrième trimestre 2025, en Normandie, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit en moyenne sur le trimestre à 142 700. Ce nombre augmente de 2,5 % sur le trimestre (soit +3 500 personnes) et augmente de 6,9 % sur un an.

En France métropolitaine, ce nombre augmente de 2,8 % ce trimestre (+ 7,1 % sur un an).

En Normandie, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant ou non exercé une activité (catégories A, B, C) s'établit en moyenne à 258 250 au troisième trimestre 2025. Ce nombre augmente de 1,1 % sur le trimestre (soit + 9 860 personnes) et augmente de 5,2 % sur un an.

En France métropolitaine, ce nombre augmente de 1,0 % ce trimestre (+ 4,9 % sur un an).

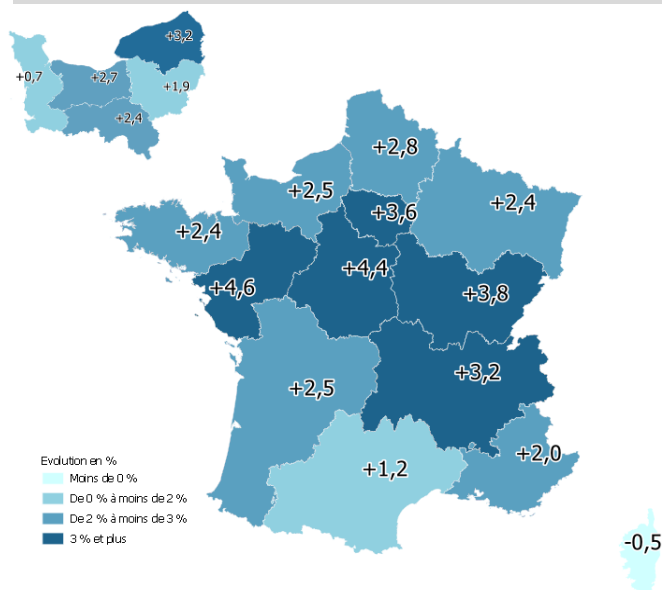
	DE catégorie A (moyenne trimestrielle CVS-CJO*)		DE catégorie A, B, C (moyenne trimestrielle CVS-CJO*)	
	4e trim. 2025	Évolution sur un trimestre (%)	4e trim. 2025	Évolution sur un trimestre (%)
Calvados	29 910	+ 2,7	55 430	+ 0,8
Eure	24 670	+ 1,9	45 380	+ 0,6
Manche	15 710	+ 0,7	30 200	- 0,2
Orne	10 810	+ 2,4	19 330	+ 0,8
Seine-Maritime	61 600	+ 3,2	107 920	+ 1,9
Normandie	142 700	+ 2,5	258 250	+ 1,1
France métro. (en milliers, données CVS-CJO)	3 132,5	+ 2,8	5 466,8	+ 1,0

Source : France Travail - Dares, STMT, traitements Dares

*CVS-CJO : Corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables

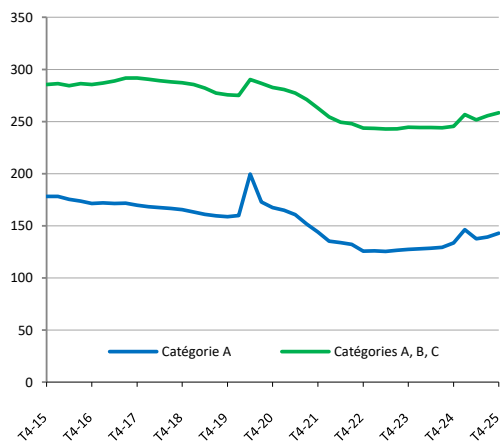
*DE : Demandeurs d'Emploi

Evolution sur un trimestre du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A par région



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares,

Demandeurs d'emploi en catégories A et A, B, C en Normandie



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares,
Données CVS-CJO (en milliers)

Marché du Travail

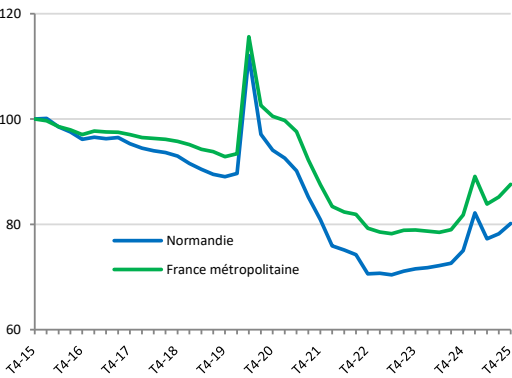
Demandeurs d'emploi catégorie A au 4e trimestre 2025

(Cf. avertissement page 1)

Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE METRO.
Ensemble	29 910	24 670	15 710	10 810	61 600	142 700	3 132 500
évolution sur un trimestre	+2,7%	+1,9%	+0,7%	+2,4%	+3,2%	+2,5%	+2,8%
évolution sur un an	+6,9%	+5,6%	+2,9%	+7,1%	+8,4%	+6,9%	+7,1%
Femmes	14 290	11 910	7 560	4 950	29 350	68 060	1 519 500
évolution sur un trimestre	+2,1%	+1,4%	+1,5%	+1,9%	+3,3%	+2,4%	+2,8%
évolution sur un an	+6,9%	+4,9%	+3,4%	+7,4%	+7,2%	+6,3%	+6,6%
Moins de 25 ans	5 470	4 820	3 040	2 030	11 640	27 000	518 300
évolution sur un trimestre	+1,7%	+2,3%	+1,7%	+2,0%	-0,5%	+0,8%	+1,9%
évolution sur un an	+24,6%	+23,3%	+29,4%	+24,5%	+22,5%	+24,0%	+24,3%
50 ans ou plus	7 620	6 260	4 190	3 010	14 550	35 630	811 100
évolution sur un trimestre	+1,9%	+2,1%	-0,5%	+1,7%	+2,5%	+1,9%	+2,0%
évolution sur un an	+1,7%	+2,0%	-3,9%	+6,0%	+2,7%	+1,8%	+1,4%

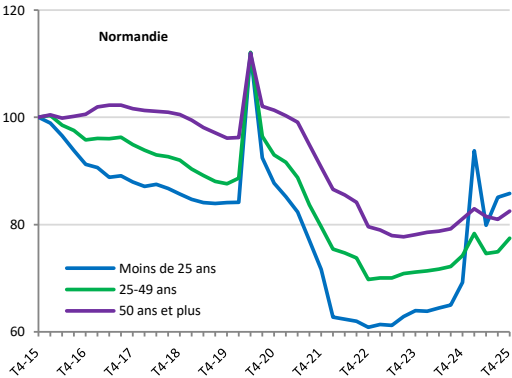
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi



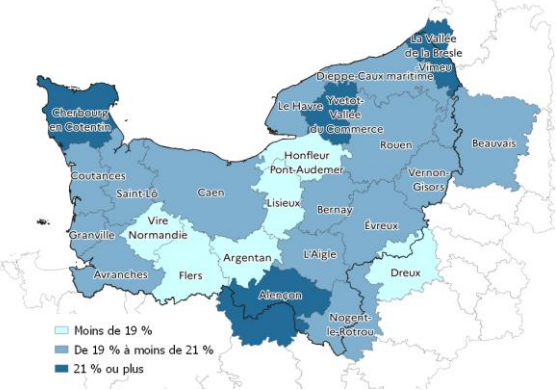
Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables (CVS-CIO) / base 100 au T4 2015

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi par tranche d'âge



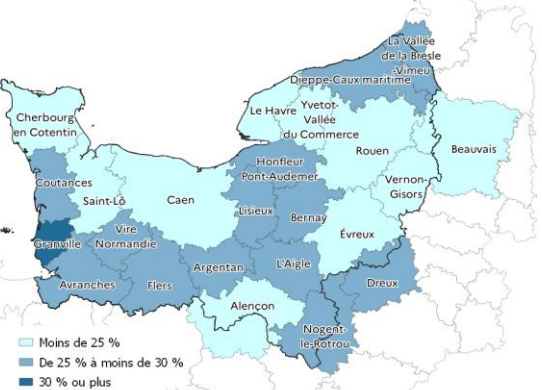
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Part des moins de 25 ans dans la DE catégorie A au 4e trimestre 2025 par zone d'emploi



Source : France Travail-Dares, STMT
Données brutes

Part des 50 ans et plus dans la DE catégorie A au 4e trimestre 2025 par zone d'emploi



Source : France Travail-Dares, STMT
Données brutes

Marché du Travail

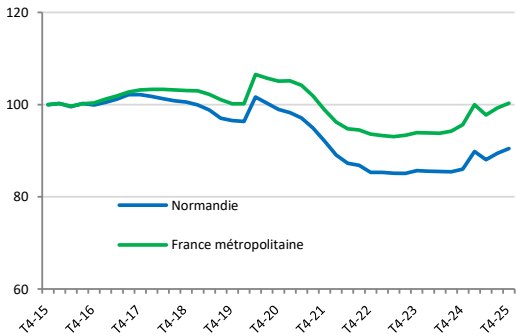
Demandeurs d'emploi catégorie A, B, C au 4e trimestre 2025

(Cf. avertissement page 1)

Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE METRO.
Ensemble	55 430	45 380	30 200	19 330	107 920	258 250	5 466 800
évolution sur un trimestre	+0,8%	+0,6%	-0,2%	+0,8%	+1,9%	+1,1%	+1,0%
évolution sur un an	+5,9%	+3,9%	+2,9%	+5,2%	+6,1%	+5,2%	+4,9%
Femmes	28 340	23 580	16 060	9 630	54 500	132 120	2 768 000
évolution sur un trimestre	+0,6%	+0,4%	-0,1%	-0,2%	+1,8%	+0,9%	+1,0%
évolution sur un an	+5,2%	+2,5%	+2,6%	+3,7%	+5,0%	+4,2%	+4,1%
Moins de 25 ans	9 020	7 700	5 020	3 360	18 430	43 530	796 800
évolution sur un trimestre	+2,4%	+1,3%	+1,6%	+2,4%	+0,3%	+1,2%	+1,5%
évolution sur un an	+19,6%	+15,6%	+18,4%	+17,9%	+17,1%	+17,6%	+17,4%
50 ans ou plus	14 220	11 750	8 260	5 230	25 770	65 240	1 430 800
évolution sur un trimestre	+0,6%	+0,9%	-0,7%	+0,4%	+1,4%	+0,8%	+0,5%
évolution sur un an	+2,7%	+2,1%	-1,2%	+4,0%	+2,8%	+2,2%	+1,6%
Depuis un an et plus	24 780	20 990	13 040	8 550	49 870	117 230	2 435 700
évolution sur un trimestre	+3,4%	+2,4%	+1,2%	+1,9%	+2,9%	+2,6%	+2,7%
évolution sur un an	+9,1%	+6,2%	+5,0%	+8,5%	+8,5%	+7,8%	+7,8%

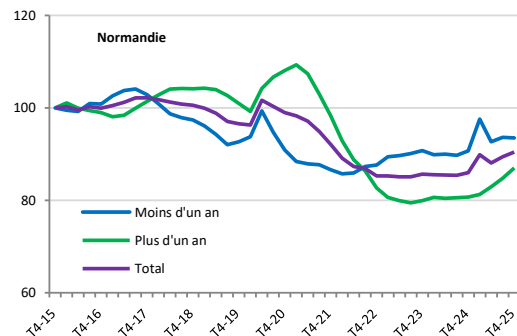
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi



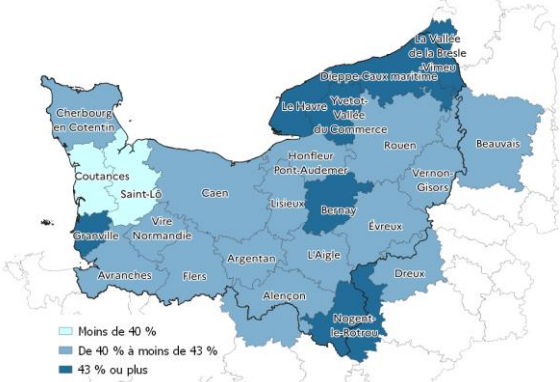
Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables (CVS-CJO) / base 100 au T4 2015

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi par ancienneté



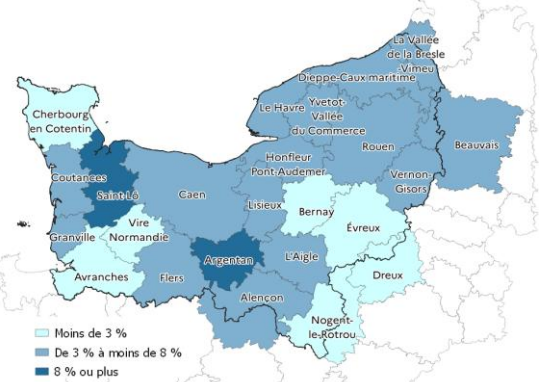
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Part des inscrits depuis plus d'un an dans la DE catégories A, B, C au 4e trimestre 2025 par zone d'emploi



Source : France Travail-Dares, STMT
Données brutes

Evolution annuelle de la DE catégorie A, B, C (du 4e trimestre 2024 au 4e trimestre 2025) par zone d'emploi



Source : France Travail-Dares, STMT
Données brutes

Marché du Travail

Entrées et sorties de catégories A, B, C en Normandie

(Cf. avertissement page 1)

Définition

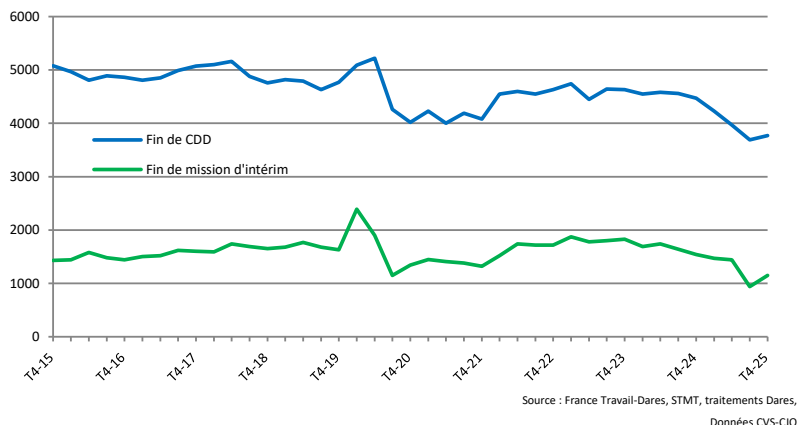
Demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi sont des personnes qui sont inscrites à France Travail. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis* sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et France Travail présentent depuis 2009, à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail selon les catégories suivantes :

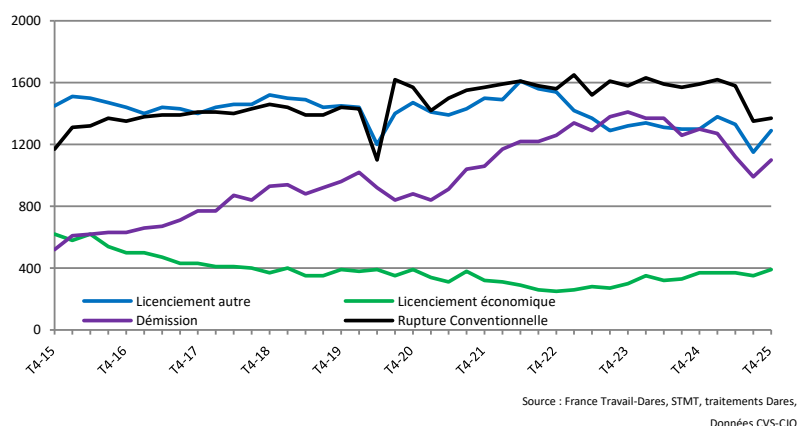
- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 heures ou moins sur un mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures sur un mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

*Cnis : Conseil national de l'information statistique

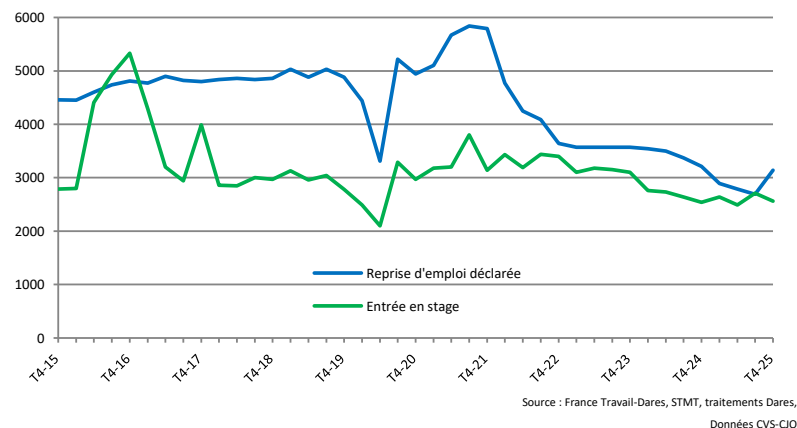
Entrées à France Travail



Entrées à France Travail suite à une rupture de contrat

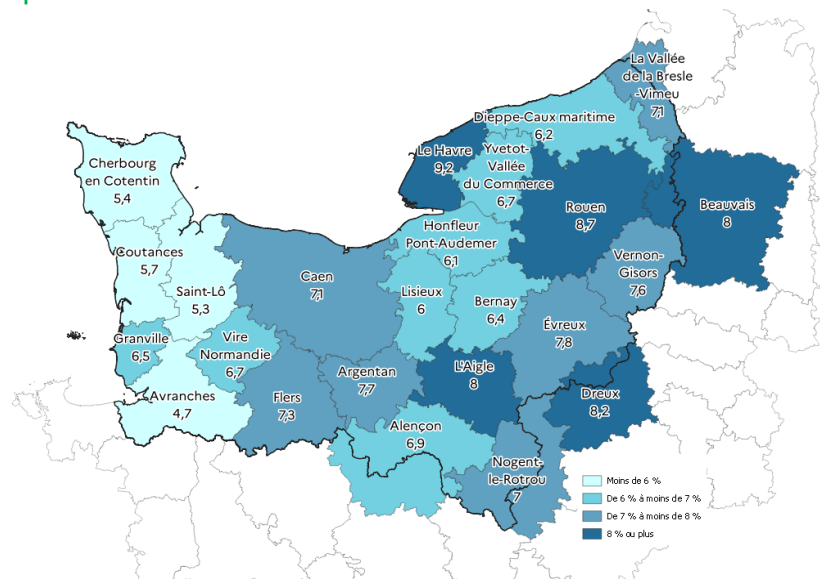


Sorties de France Travail



Taux de Chômage

Par zone d'emploi au 3^e trimestre 2025

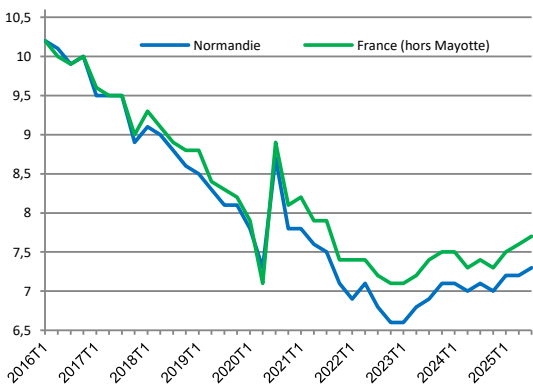


Source : Insee

				Évolution (en points)	
	T3 2025	T2 2025	T3 2024	Sur un trimestre	Sur un an
Calvados	6,9	6,8	6,7	+ 0,1	+ 0,2
Eure	7,2	7,1	7,0	+ 0,1	+ 0,2
Manche	5,4	5,3	5,3	+ 0,1	+ 0,1
Orne	7,3	7,2	6,9	+ 0,1	+ 0,4
Seine-Maritime	8,5	8,3	8,1	+ 0,2	+ 0,4
Normandie	7,3	7,2	7,1	+ 0,1	+ 0,2
France métro.	7,7	7,6	7,4	+ 0,1	+ 0,3

Source : Insee

Evolution du taux de chômage



Source : Insee

Définition

Le taux de chômage au sens du BIT est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active. En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau International du Travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence,
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours,
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

La population active au sens du BIT comprend les chômeurs au sens du BIT et les personnes en emploi en âge de travailler. Au niveau France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT est estimé tous les trimestres par l'Insee à partir de l'enquête emploi. Cette enquête est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le BIT sur le chômage, l'emploi, le sous-emploi et l'activité. Aux échelons régional et départemental, les taux de chômage ne sont pas calculés au sens du BIT mais sont dits "localisés", car ils synthétisent les informations issues de l'enquête emploi et celles fournies par le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à France Travail en catégorie A (pour la répartition géographique).

Définition

Taux de chômage et demande d'emploi sont deux concepts qui ne se recouvrent pas complètement. Mode de calcul, périodicité et populations couvertes diffèrent. Estimé tous les trimestres par l'Insee grâce à l'enquête emploi, le taux de chômage au sens du BIT rapporte le nombre de chômeurs à la population active (somme des personnes au chômage et des personnes en âge de travailler, de 15 à 64 ans, en emploi). Il constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail. Ses évolutions peuvent différer de celles des demandeurs d'emploi, dont la mesure est réalisée tous les mois par la Dares et France Travail à partir des fichiers administratifs de gestion de France Travail. En effet, certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs ne sont pas inscrits à France Travail.

Emploi salarié

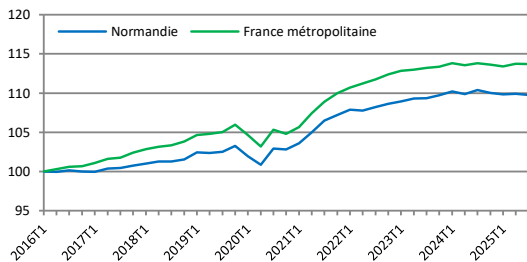
3^e trimestre 2025

Données Corrigées des Variations Saisonnières	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE MÉTRO.
Industrie	33 816	37 487	41 185	18 327	72 866	203 680	3 213 742
évolution du trimestre	-0,6%	-0,4%	+0,2%	-0,5%	-0,4%	-0,3%	-0,1%
évolution sur un an	-1,4%	-0,4%	+0,6%	-2,9%	-1,0%	-0,8%	-0,3%
Construction	15 902	11 045	12 935	5 689	30 773	76 343	1 506 880
évolution du trimestre	+0,5%	-0,1%	-0,2%	+1,1%	+0,5%	+0,3%	+0,0%
évolution sur un an	-1,0%	-2,1%	+0,7%	-0,4%	-0,8%	-0,7%	-1,2%
Tertiaire marchand (1)	130 077	73 879	66 711	30 754	218 263	519 684	13 096 770
évolution du trimestre	+0,2%	+0,1%	+0,1%	-1,2%	-0,3%	-0,1%	-0,1%
évolution sur un an	+0,3%	-0,6%	+0,3%	-2,1%	-1,3%	-0,7%	-0,3%
Emploi salarié marchand (2)	183 684	124 505	126 167	57 924	326 187	818 467	18 122 502
évolution du trimestre	+0,1%	-0,1%	+0,1%	-0,8%	-0,3%	-0,1%	-0,1%
évolution sur un an	-0,1%	-0,7%	+0,5%	-2,0%	-1,1%	-0,7%	-0,4%
Tertiaire non marchand	92 975	60 662	60 517	35 258	166 061	415 473	8 356 342
évolution du trimestre	+0,2%	+0,0%	+0,2%	-0,3%	+0,1%	+0,1%	+0,2%
évolution sur un an	+0,5%	-0,1%	+0,1%	-1,8%	+0,5%	+0,1%	+0,3%
Emploi salarié total	276 660	185 166	186 684	93 182	492 248	1 233 940	26 478 844
évolution du trimestre	+0,1%	-0,1%	+0,1%	-0,6%	-0,2%	-0,1%	-0,0%
évolution sur un an	+0,1%	-0,5%	+0,4%	-1,9%	-0,6%	-0,4%	-0,2%

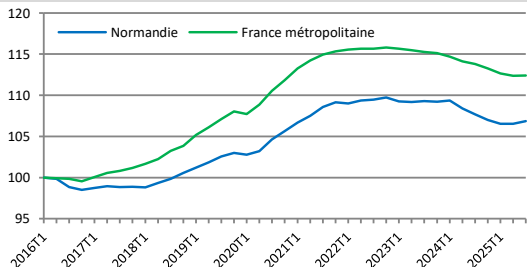
(1) : yc intérim (2) : yc secteur agricole

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Tertiaire marchand (hors intérim)

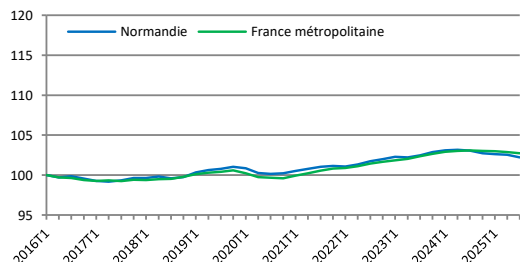


Construction

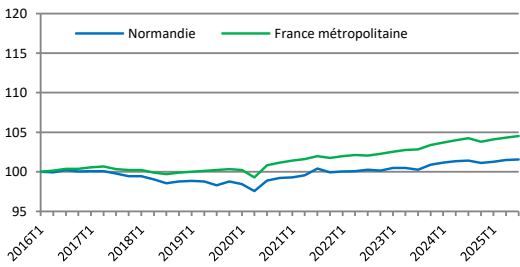


Données CVS : base 100 au T1 2016

Industrie



Tertiaire non marchand



Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Définition

Depuis le premier trimestre 2017, les données sont établies en coproduction par l'INSEE, l'Acooss (champ privé hors intérim) et la Dares (sur l'intérim). À partir de la validité du premier trimestre 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi localisé est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Sont ainsi ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

Les séries sont corrigées des variations saisonnières et les coefficients de correction de variations saisonnières sont révisés chaque trimestre. D'un trimestre à l'autre, les chiffres des trimestres précédents peuvent être révisés.

Avertissement

L'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données.

Les données portent sur l'ensemble de l'économie y compris les nouvelles données portant sur l'agriculture et l'emploi public dans les secteurs non marchands (administration, éducation, santé et action sociale), sur la France métropolitaine.

Les Mouvements de Main d'Œuvre

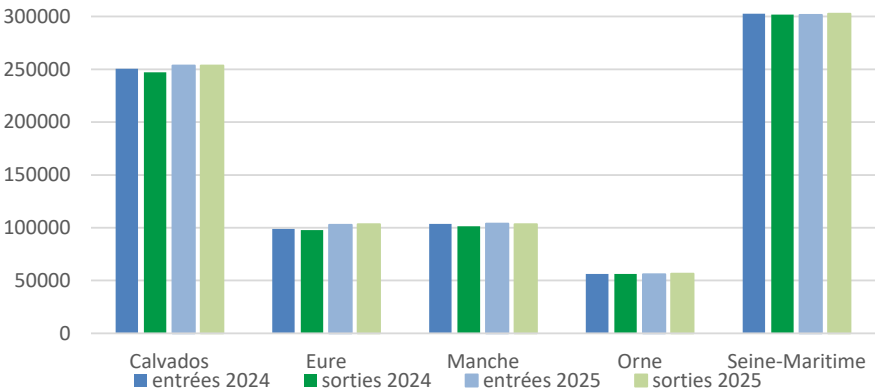
3^e trimestre 2025

Pourcentages	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE MÉTRO.
Nombre d'entrées	93 177	39 630	40 787	22 178	111 290	307 062	7 260 503
évolution sur un an	+ 1,5%	+ 3,4%	- 0,3%	+ 0,5%	- 2,1%	+ 0,1%	- 0,8%
CDD	88,6%	85,1%	85,6%	88,3%	85,2%	86,5%	84,1%
évolution sur un an	+ 2,9%	+ 5,7%	+ 1,6%	+ 1,8%	- 0,3%	+ 1,8%	+ 0,6%
CDI	11,0%	14,5%	13,6%	11,3%	13,7%	12,8%	14,6%
évolution sur un an	- 7,5%	- 7,7%	- 11,3%	- 7,9%	- 11,5%	- 9,7%	- 8,2%
Nombre de sorties	98 265	41 094	42 707	23 004	115 442	320 512	7 672 417
évolution sur un an	+ 4,8%	+ 7,1%	+ 2,5%	+ 3,4%	+ 0,8%	+ 3,2%	+ 2,2%
Fins de CDD	84,6%	79,9%	81,5%	84,2%	80,6%	82,1%	79,4%
évolution sur un an	+ 5,1%	+ 7,7%	+ 2,9%	+ 3,6%	+ 1,5%	+ 3,7%	+ 2,5%
Démissions	6,4%	7,8%	8,2%	6,8%	7,6%	7,3%	7,7%
évolution sur un an	- 0,1%	- 3,7%	- 2,3%	+ 2,4%	- 4,4%	- 2,4%	- 2,7%
Licenciement	3,0%	4,0%	3,4%	3,2%	3,8%	3,5%	3,8%
évolution sur un an	+ 21,2%	+ 16,3%	+ 13,0%	+ 10,9%	+ 4,4%	+ 11,7%	+ 8,9%
Rupture conventionnelle	1,2%	1,8%	1,4%	1,3%	1,7%	1,5%	1,7%
évolution sur un an	+ 6,3%	+ 14,6%	- 1,7%	+ 2,6%	+ 5,6%	+ 5,9%	+ 4,7%

données brutes

Source : Dares, MMO / traitements DREETS SESE

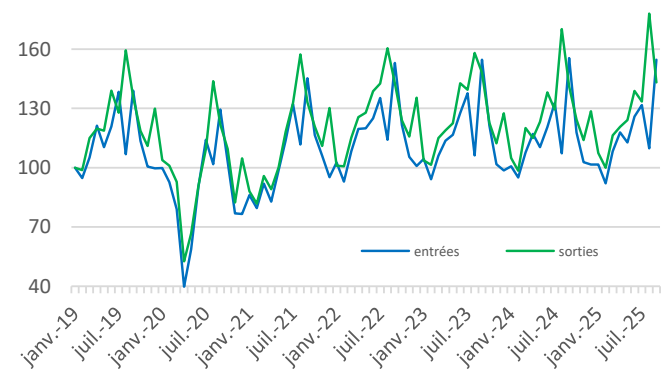
Entrées et sorties : cumul de janvier à septembre



données brutes

Source : Dares, MMO / traitements DREETS SESE

Evolution du nombre d'entrées et de sorties



données brutes / base 100 janvier 2019

Source : Dares, MMO / traitements DREETS SESE

Définitions

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

Les données sont représentatives de l'ensemble des établissements français employeur de France métropolitaine des secteurs privés hors agriculture, intérim et particuliers employeurs.

La reconstitution des mouvements de main-d'œuvre à partir des DSN nécessite un travail méthodologique conséquent, qui peut être amené à évoluer dans le temps. Les séries présentées sont susceptibles d'être révisées ultérieurement, lorsqu'il y aura davantage de recul sur les données des DSN.

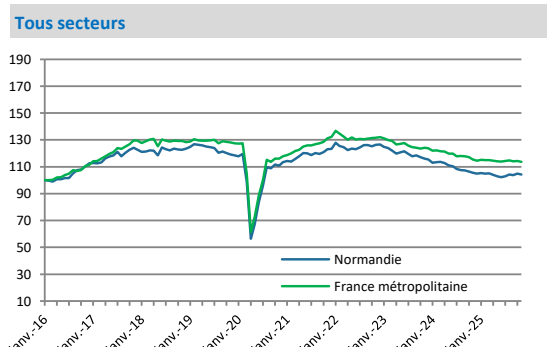
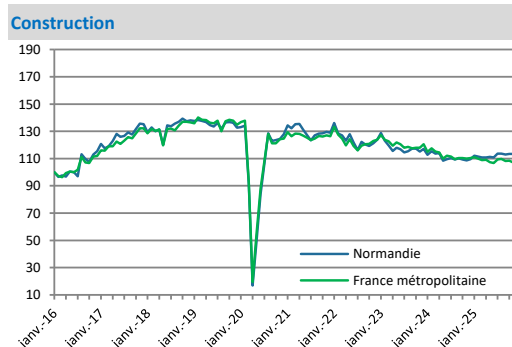
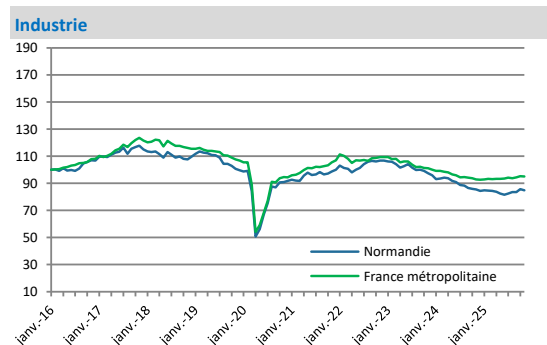
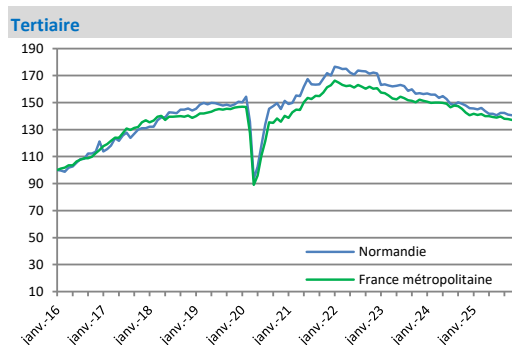
Intérim en équivalent-emplois à temps plein

novembre 2025

Données Corrigées des Variations Saisonnières	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE MÉTRO.
Industrie	2 877	3 706	2 887	1 924	5 800	17 195	246 846
évolution sur un mois	-2,4%	-2,0%	+2,1%	-2,1%	-0,5%	-0,9%	-0,2%
évolution sur un an	+1,8%	+7,0%	+4,2%	-2,4%	-7,5%	-0,7%	+2,3%
Construction	1 562	637	1 146	249	3 229	6 823	122 304
évolution sur un mois	-1,7%	-3,7%	+2,1%	+0,6%	+0,9%	+0,0%	-1,1%
évolution sur un an	+0,1%	+13,1%	+13,8%	+54,8%	-0,3%	+4,5%	-2,6%
Tertiaire	2 999	2 800	1 498	708	5 139	13 144	327 398
évolution sur un mois	-2,0%	-0,0%	-0,8%	-1,7%	+0,7%	-0,4%	-0,5%
évolution sur un an	-6,6%	-7,6%	+4,4%	-4,1%	-4,8%	-4,9%	-3,8%
Ensemble des secteurs	7 527	7 168	5 583	2 888	14 213	37 379	699 963
évolution sur un mois	-1,9%	-1,4%	+1,2%	-1,8%	+0,2%	-0,6%	-0,5%
évolution sur un an	-2,0%	+1,2%	+5,7%	+0,2%	-4,9%	-1,3%	-1,5%

Les statistiques sont établies au lieu de l'établissement utilisateur

Source : Dares, traitements DREETS SESE



Données CVS / base 100 en janvier 2016

Source : Dares, traitements DREETS SESE

Source

Depuis mi-2016, la source historique des statistiques d'intérim (les relevés mensuels de mission – RMM – adressés à Pôle emploi par les établissements de travail temporaire) est progressivement substituée par la nouvelle déclaration sociale nominative (DSN). Le taux de substitution se situe, depuis début 2017, à près de 95 %. À partir de cette information mensuelle, la Dares élabore divers indicateurs mensuels, trimestriels et annuels. Ces statistiques intègrent désormais les CDI intérimaires. Les séries des principaux indicateurs figurent sur le site du ministère du Travail.

Les indicateurs sur l'intérim sont ventilés selon le secteur et le département des établissements utilisateurs des intérimaires. La nomenclature utilisée pour la description des secteurs utilisateurs est la Nomenclature agrégée (NA) afférente à la nouvelle Nomenclature d'activités française (NAF rév.2). Les données sont régulièrement révisées en raison de l'actualisation des coefficients de correction des variations saisonnières.

Définition

Equivalent-emplois à temps plein (ETP) :

Rapport du nombre total de semaines de travail réalisées par les intérimaires au nombre total de semaines ouvrées. Par convention, ce nombre est fixé à 52 semaines pour une année. Cette convention de calcul conduit à sous-estimer légèrement l'équivalent-emplois à temps plein, dans la mesure où une partie des missions ne comptabilise pas les périodes de congés. A l'inverse, cette mesure de l'équivalent-emplois à temps plein ne prend pas en compte le fait que certaines missions peuvent être à temps partiel.

On pourra parler de « volume de travail temporaire » pour désigner l'équivalent-emplois à temps plein. Cet indicateur donne une idée du volume moyen d'intérim sur le mois, et se différencie donc du nombre d'intérimaires qui donne une idée de stock en fin de mois.

Politiques d'aide à l'emploi : l'apprentissage

Année 2025

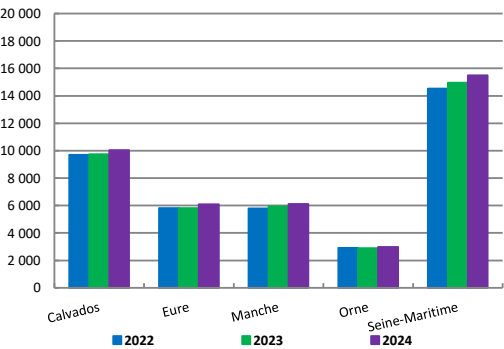
Contrats d'apprentissage en Normandie selon le département de l'employeur

	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE METRO.
2025*							
Secteur privé	8 944	5 609	5 660	2 793	14 005	37 011	771 031
Secteur public	197	91	143	52	392	875	20 989
Ensemble	9 141	5 700	5 803	2 845	14 397	37 886	792 020
2024							
Secteur privé	9 816	5 947	5 951	2 911	15 096	39 721	843 143
Secteur public	235	134	167	65	390	991	24 307
Ensemble	10 051	6 081	6 118	2 976	15 486	40 712	867 450

Sources : Dares, SI Apprentissage - traitements : DREETS SESE
*Données jusqu'en novembre

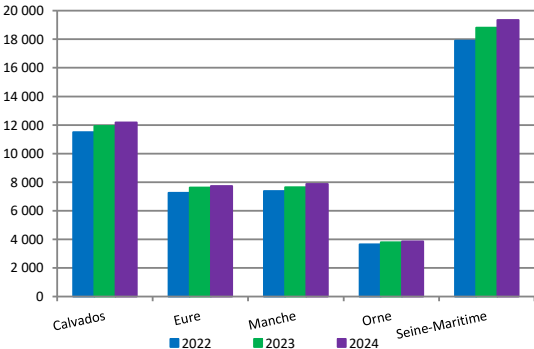
Contrats d'apprentissage

En 2024, la Normandie compte 40 712 contrats, en hausse de 3,4% par rapport à l'année 2023 et en hausse de 5,1 % par rapport à l'année 2022.



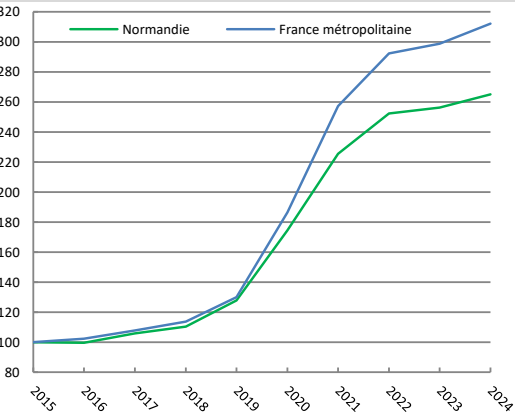
Effectif présent au 31 décembre

Au 31 décembre 2024, la Normandie compte un effectif de 50 976, en hausse de 2,3 % par rapport à l'année 2023 et en hausse de 6,9 % par rapport à l'année 2022.



Sources : Dares, SI Apprentissage - traitements DREETS SESE

Evolution du nombre d'entrées en contrats d'apprentissage



Sources : Dares, SI Apprentissage - traitements DREETS SESE / Base 100 en 2015

Définition

Contrat d'apprentissage

Le contrat d'apprentissage est un contrat de travail conclu entre un employeur et un salarié. Son objectif est de permettre à un jeune de suivre une formation générale, théorique et pratique, en vue d'acquérir une qualification professionnelle. L'apprentissage repose sur le principe de l'alternance entre enseignement théorique en centre de formation d'apprentis (CFA) et enseignement du métier chez l'employeur avec lequel l'apprenti a signé son contrat.

Effectif présent

Un effectif correspond au nombre de contrats d'apprentissage qui sont actifs à une date donnée, et donc au nombre d'apprentis / de bénéficiaires de contrats d'apprentissage.

Politiques d'aide à l'emploi : contrat de professionnalisation

Année 2025

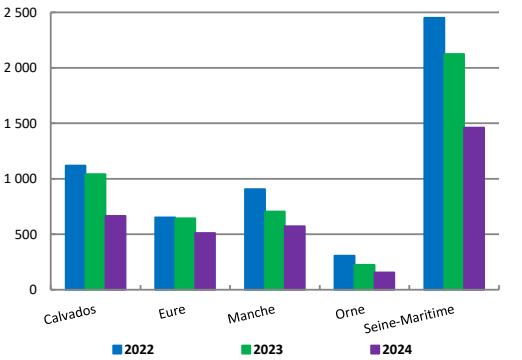
Contrats de professionnalisation en Normandie selon le département de l'employeur

	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE METRO.
2025*							
Moins de 26 ans	157	219	202	103	557	1 238	31 336
26 ans et plus	301	392	327	169	861	2 050	45 744
Ensemble	458	611	529	272	1 418	3 288	77 080
2024							
Moins de 26 ans	247	198	227	60	614	1 346	36 746
26 ans et plus	417	312	346	95	847	2 017	48 688
Ensemble	664	510	573	155	1 461	3 363	85 434

Source : Dares ; Système d'information sur les contrats de professionnalisation - traitements : DREETS SESE
*Données jusqu'en novembre

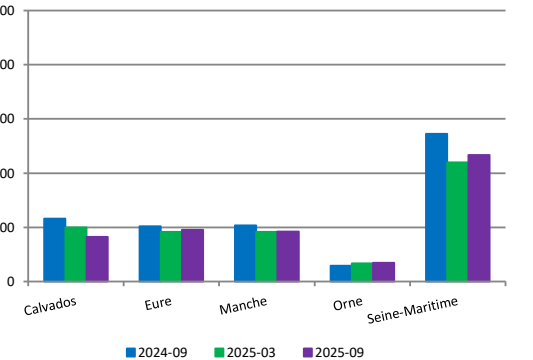
Contrats de professionnalisation

En 2024, la Normandie compte 3 363 contrats, en baisse de 29,0 % par rapport à 2023 et en baisse de 38,1 % par rapport à l'année 2022.



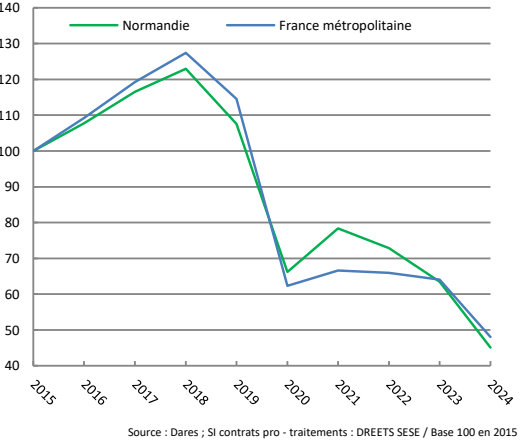
Effectif présent en fin de mois

A fin septembre 2025, la Normandie compte un effectif de 2 690, en hausse de 0,2 % par rapport à mars 2025 et en baisse de 13,7 % par rapport à septembre 2024.



Source : Dares, SI contrats de professionnalisation - traitements : DREETS SESE

Evolution nombre d'entrées - contrats de professionnalisation



Source : Dares ; SI contrats pro - traitements : DREETS SESE / Base 100 en 2015

Définitions

Contrat de professionnalisation

Le contrat de professionnalisation est un contrat de travail conclu entre un employeur et un salarié. Il permet l'acquisition – dans le cadre de la formation continue – d'une qualification professionnelle (diplôme, titre, certificat de qualification professionnelle...) reconnue par l'État et/ou la branche professionnelle. L'objectif est l'insertion ou le retour à l'emploi des jeunes et des adultes.

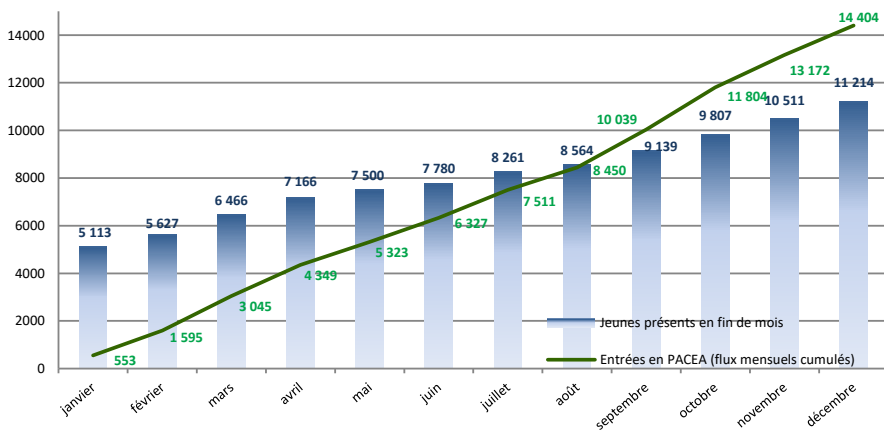
Les bénéficiaires sont les jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus et les adultes de 26 ans et plus demandeur d'emploi ou bénéficiaires du RSA, de l'ASS ou de l'AAH ou les personnes ayant bénéficié d'un contrat aidé.

Le contrat de professionnalisation peut être conclu dans le cadre d'un contrat à durée déterminée ou dans le cadre d'un CDI. Lorsque le contrat est à durée déterminée, il doit alors être conclu pour une durée comprise entre 6 et 12 mois. Cette durée peut être portée directement à 36 mois dans certains cas.

Accompagnement des jeunes vers l'emploi

PACEA : Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie par les missions locales

Stock en fin de mois et entrées cumulées depuis le début de l'année 2025



Source : DGEFP

Définition

PACEA

Le PACEA est le nouveau cadre contractuel de l'accompagnement des jeunes par les missions locales depuis le 1er janvier 2017. Il répond à un objectif de lisibilité et de simplification.

Le PACEA est constitué de phases d'accompagnement successives qui peuvent s'enchaîner pour une durée maximale de 24 mois consécutifs.

Contrat Engagement Jeune (CEJ)

par les missions locales et France Travail

Au 31 décembre 2025, 16 987 entrées en CEJ depuis le 1er janvier 2025

	Nombre d'entrées	Tranche d'âge révolu			
		16-17 ans	18-21 ans	22-25 ans	26 ans ou plus
Calvados	2 687	10,1%	58,7%	31,2%	0,04%
Eure	2 887	11,7%	61,6%	26,6%	0,17%
Manche	1 862	13,8%	56,4%	29,8%	0,00%
Orne	1 392	10,3%	63,4%	26,1%	0,14%
Seine-Maritime	8 159	11,5%	60,6%	27,7%	0,18%
Normandie	16 987	11,5%	60,2%	28,2%	0,14%
France métropolitaine	269 615	8,9%	59,9%	31,0%	0,14%

Source : POP - SI Missions Locales / SI France Travail

	Part des femmes	Part des TH	Part des jeunes résidents en QPV	Part des jeunes résidents en ZRR
Calvados	47,3%	5,2%	10,2%	14,6%
Eure	46,7%	5,1%	18,4%	3,5%
Manche	46,2%	4,3%	7,7%	25,9%
Orne	48,3%	5,6%	17,6%	49,1%
Seine-Maritime	48,5%	3,6%	21,2%	3,3%
Normandie	47,8%	4,4%	17,2%	11,3%
France métropolitaine	47,6%	3,6%	19,7%	12,8%

Source : POP - SI Missions Locales / SI France Travail
QPV : Quartiers prioritaires de la politique de la ville
ZRR : Zones de revitalisation rurale
TH : Travailleurs handicapés

Définition

Le Contrat Engagement Jeune

Le contrat d'engagement jeune (CEJ) permet aux jeunes d'accéder à un emploi grâce à un accompagnement intensif. Ce dispositif mobilise les entreprises pour favoriser les découvertes de métiers, les immersions dans un collectif de travail et la formation en alternance.

Le CEJ s'adresse à tous les jeunes de moins de 26 ans (moins de 30 ans pour les personnes en situation de handicap) qui sont durablement sans emploi, ni formation, souvent par manque de ressources financières, sociales et familiales et qui souhaitent s'engager activement dans un parcours vers l'emploi.

Le dispositif prévoit un programme intensif d'accompagnement de 15 à 20 heures par semaine minimum, avec une mise en activité systématique et régulière du jeune du premier au dernier jour, pendant une période pouvant aller jusqu'à 12 mois (et jusqu'à 18 mois sous conditions).

Chaque jeune sera accompagné par un conseiller de Mission Locale ou de France Travail qui restera son référent tout au long de son parcours, y compris quand le jeune suit un programme extérieur à sa Mission Locale ou à Pôle emploi (ex. : une formation, une école de la deuxième chance, un EPIDE, etc.). Ce référent l'accompagne jusqu'à ce qu'il soit durablement inséré professionnellement.

L'allocation peut atteindre 500 euros par mois pour les jeunes qui en ont besoin, c'est-à-dire des jeunes sans ressources financières, et qui ne sont pas en mesure de suivre un accompagnement tout en subvenant à leurs besoins.

Insertion par l'activité économique

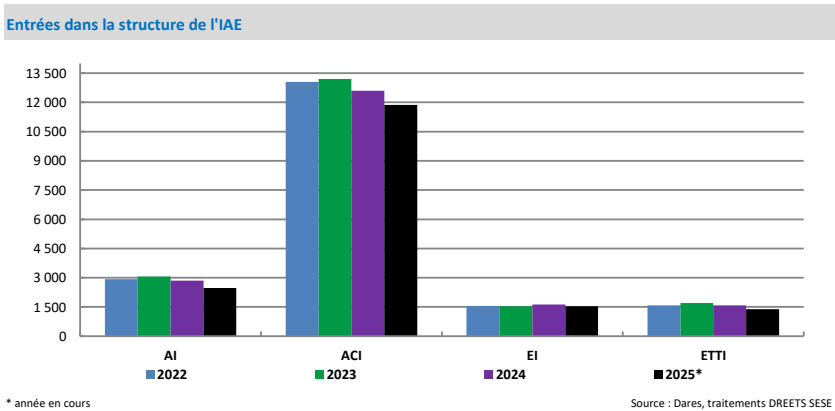
3^e trimestre 2025

Entrées dans une structure de l'IAE	Types de structures				Ensemble des structures
	AI	ACI	EI	ETTI	
Femmes	354	1 097	129	53	1 633
Moins de 26 ans	91	174	18	10	293
Entre 26 et 49 ans	183	635	79	26	923
50 ans ou plus	80	288	32	17	417
Hommes	303	1 970	287	250	2 810
Moins de 26 ans	99	353	63	91	606
Entre 26 et 49 ans	132	1 116	152	131	1 531
50 ans ou plus	72	501	72	28	673
Ensemble	657	3 067	416	303	4 443

Source : Dares, traitements DREETS SESE / données provisoires

Caractéristiques des entrées dans l'IAE (%)	Types de structures				Ensemble des structures
	AI	ACI	EI	ETTI	
Inscrits à Pôle emploi	77,2	89,4	92,5	74,6	86,9
Depuis moins de 6 mois	24,7	24,6	22,8	18,2	24,0
Entre 6 mois et 1 an	16,6	14,5	13,9	18,5	15,1
Entre 1 an et 2 ans	13,9	18,3	20,0	19,5	17,9
Depuis 2 ans ou plus	22,1	32,0	35,8	18,5	30,0
Bénéficiaires du RSA	22,8	50,5	35,6	19,5	42,9
Travailleurs handicapés	10,5	13,4	10,3	5,9	12,2

Source : Dares, traitements DREETS SESE / données provisoires



Définition

Insertion par l'Activité Économique

L'insertion par l'activité économique (IAE) est un accompagnement dans l'emploi proposé aux personnes les plus éloignées de l'emploi afin de faciliter leur insertion sociale et professionnelle. Il y a quatre types de structures : les associations intermédiaires (AI) qui proposent des services à la personne, les ateliers et chantiers d'insertion (ACI), ils concernent tous secteurs d'activité, les entreprises d'insertion (EI) qui opèrent dans les biens et services marchands et les entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI) spécialisées dans les secteurs couverts par le travail temporaire.

Situation du salarié à la sortie indiqué par l'employeur (cumul sur 1 an de octobre 2024 à septembre 2025)

Sorties examinées* (%)	Types de structures				Ensemble des structures
	AI	ACI	EI	ETTI	
Nombre de sorties examinées	2 304	3 190	487	1 304	7 285
Embauches en CDI	11,5	6,6	7,6	15,0	9,7
Embauches en CDD	27,4	18,3	15,4	32,1	23,4
Entrées en formation	5,1	7,5	7,2	4,9	6,3
Autres sorties positives	4,4	9,5	6,0	2,2	6,3
Ensemble des sorties positives	48,4	41,9	36,1	54,2	45,8
Ruptures pendant la période d'essai	0,2	7,8	14,8	1,8	4,8
Autres sorties négatives	30,0	43,8	40,5	29,0	36,6
Autres sorties	21,4	6,5	8,6	15,0	12,9

Sorties examinées* : sortie dont la situation est renseignée par l'employeur, cela représente 7 285 sorties sur un total de dernier contrat de 8 594

Source : Dares, traitements DREETS SESE / données provisoires

Prestations de solidarités

Minima sociaux d'insertion et autres prestations sociales

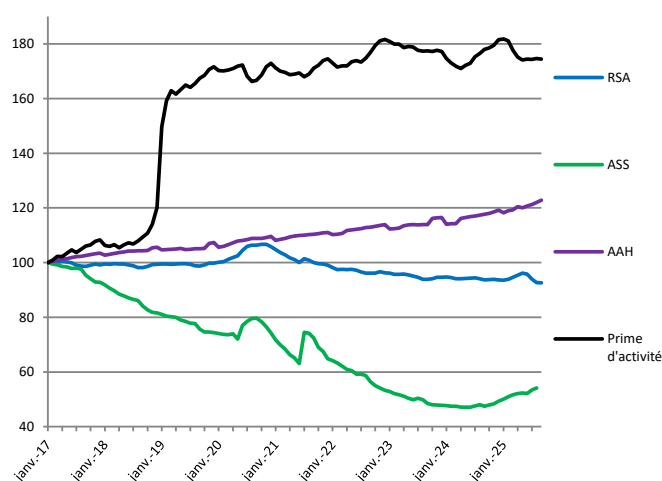
Nombre d'allocataires en août 2025 et évolution en glissement annuel

	Revenu de Solidarité Active (RSA)		Allocation de Solidarité Spécifique (ASS)		Allocation aux Adultes Handicapés (AAH)		Prime d'Activité	
	Nombre	Evolution (%)	Nombre	Evolution (%)	Nombre	Evolution (%)	Nombre	Evolution (%)
Calvados	13 720	+ 2,8	2 750	+ 15,5	12 010	+ 2,8	52 220	- 1,9
Eure	12 770	- 1,6	2 180	+ 16,6	14 130	+ 0,1	38 580	- 0,9
Manche	7 360	+ 1,9	1 490	+ 16,4	11 160	- 0,4	30 810	- 1,2
Orne	6 780	- 1,5	1 080	+ 6,9	5 270	+ 1,0	19 450	+ 0,4
Seine-Maritime	37 700	- 3,4	5 220	+ 10,4	35 080	+ 8,0	92 880	- 0,9
Normandie	78 330	- 1,4	12 720	+ 12,9	77 650	+ 3,9	233 940	- 1,1
France	1 798 600	- 1,5	293 400	+ 14,7	1 376 000	+ 2,4	4 640 800	- 1,1

Données provisoires (traitements DREES)

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2 ; MSA ; Pôle emploi, FNA

Evolution du nombre de bénéficiaires des prestations en Normandie



Données provisoires, 5 derniers mois (traitement DREES)
base 100 en janvier 2017

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2 ; MSA ; Pôle emploi, FNA

Définition

Le **revenu de solidarité active (RSA)** s'adresse à toute personne âgée d'au moins 25 ans ou assumant la charge d'au moins un enfant né ou à naître. Le RSA est une allocation différentielle qui complète les ressources du foyer pour qu'elles atteignent le seuil d'un revenu garanti, ou montant forfaitaire, dont le barème varie selon la composition familiale.

L'**allocation de solidarité spécifique (ASS)** est une allocation pour les demandeurs d'emploi ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage et qui justifient d'au moins cinq années d'activité salariée au cours des dix dernières années précédant la rupture de leur contrat de travail. Les allocataires de l'ASS sont les allocataires indemnisés au titre du dernier jour de chaque mois considéré.

L'**allocation aux adultes handicapés (AAH)** s'adresse aux personnes en situation de handicap aux revenus modestes ne pouvant prétendre ni à une pension de retraite, ni à avantage invalidité, ni à une rente d'accident du travail d'un montant au moins égal à l'AAH.

La **prime d'activité** est un complément de revenus d'activité s'adressant aux travailleurs aux revenus modestes, salariés ou non-salariés. Toute personne majeure non étudiante percevant des revenus issus d'une activité professionnelle peut bénéficier de la prime d'activité sous conditions de ressources. La prime d'activité, sous les mêmes conditions que le RSA, peut être temporairement majorée.

Aides destinées aux étudiants

Aides pour les étudiants en octobre 2025

Aide Spécifique Allocation Ponctuelle (ASAP)		Nombre d'étudiants bénéficiaires	Nombre d'ASAP attribuées	Montant moyen d'une ASAP (en €)
Normandie		110	120	204
France		6 000	7 600	295
Repas à 1€		Nombre d'étudiants bénéficiaires	Nombre de repas servis	Nombre moyen de repas par étudiants
Etudiants	Normandie	16 440	154 700	9,4
boursiers	France	341 500	2 756 000	8,1
Etudiants non boursiers	Normandie	530	7 780	14,7
boursiers	France	12 000	132 200	11,0

Données provisoires (traitements DREES)

Source : Cnous

Définition

L'**aide spécifique allocation ponctuelle (ASAP)** est une aide financière destinée aux étudiants en formation initiale, boursiers ou non, qui rencontrent momentanément de graves difficultés. L'aide est attribuée par les services sociaux des Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (Crous) après un travail d'évaluation sociale. Elle peut être cumulée avec une bourse sur critères sociaux.

Le **repas à 1 €**. En réponse à la crise sanitaire et depuis la rentrée universitaire 2020, les Crous proposent aux boursiers sur critères sociaux un repas complet à 1 € dans les restaurants universitaires. A partir du 25 janvier 2021, tous les étudiants, boursiers ou non, ont pu bénéficier de deux repas par jour au tarif de 1 €. Depuis septembre 2021, les étudiants éligibles au repas à 1€ sont uniquement les étudiants boursiers et les étudiants non boursiers en situation de précarité. Ce dispositif est pérennisé à partir de l'année 2023-2024.

Mutations économiques

Activité Partielle

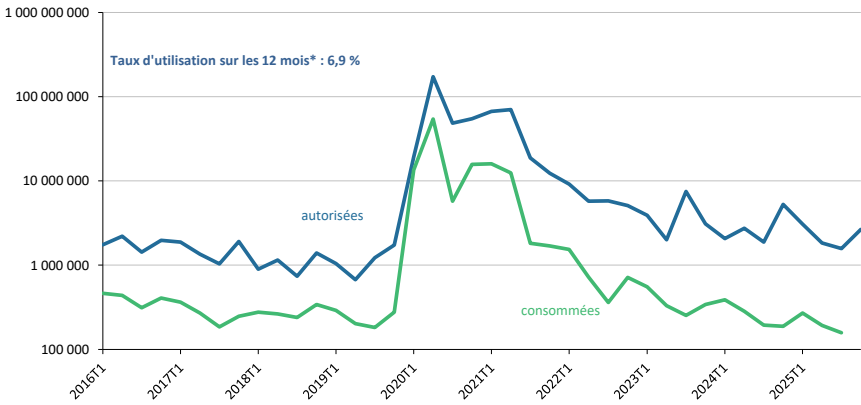
	Au 2e trimestre 2025				Au 3e trimestre 2025	
	Heures autorisées		Heures consommées (provisoire)		Heures autorisées (provisoire)	
	Nombre	Evolution sur un trimestre (%)	Nombre	Evolution sur un trimestre (%)	Nombre	Evolution sur un trimestre (%)
Calvados	87 413	- 86,5	24 791	+ 83,8	313 952	+ 259,2
Eure	378 111	+ 516,0	17 658	- 23,7	234 197	- 38,1
Manche	51 763	+ 29,9	7 440	- 7,5	126 059	+ 143,5
Orne	282 439	+ 18,5	14 289	- 57,7	599 886	+ 112,4
Seine-Maritime	777 826	- 7,8	93 761	- 18,2	1 384 806	+ 78,0
Normandie	1 577 552	- 13,8	157 939	- 18,2	2 658 900	+ 68,5
France Métro	34 430 417	- 3,1	2 689 787	- 29,6	47 009 011	+ 36,5

Source : ASP / DGEFP, traitements Dares / DREETS

Définition

Le dispositif de l'activité partielle (ou chômage partiel) permet aux établissements confrontés à des difficultés temporaires de diminuer ou suspendre leur activité tout en assurant aux salariés une indemnisation pour compenser leur perte de salaire. L'indemnisation, assurée par l'employeur, est partiellement prise en charge par l'État et l'Unédic.

Normandie : nombre d'heures



échelle logarithmique

* octobre 2024 à septembre 2025

Source : ASP / DGEFP, traitements Dares / DREETS

Avertissement

La demande d'autorisation reflète le besoin anticipé d'activité partielle de l'employeur. Ensuite, l'administration valide ou refuse. Les données utilisées ici sont uniquement les demandes validées.

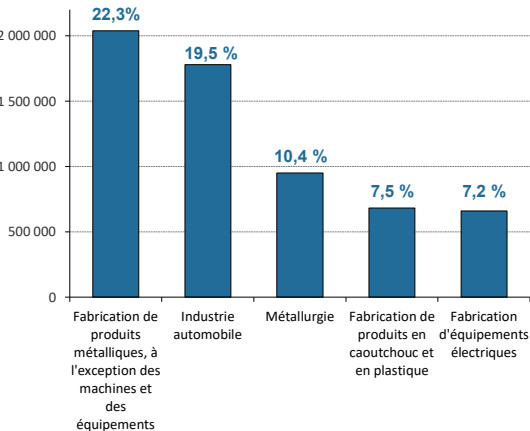
La demande d'indemnisation est mensuel et l'employeur dispose d'un délai de 6 mois. Donc, pour les heures consommées, un recul de minimum 3 mois est nécessaire afin de disposer de données consolidées mais qui restent provisoires.

Taux d'utilisation

Il est calculé comme le rapport entre le nombre d'heures réellement consommées par les établissements et le nombre d'heures autorisées par les DDETS sur les 12 derniers mois.

Les 5 secteurs ayant demandé le plus d'activité partielle

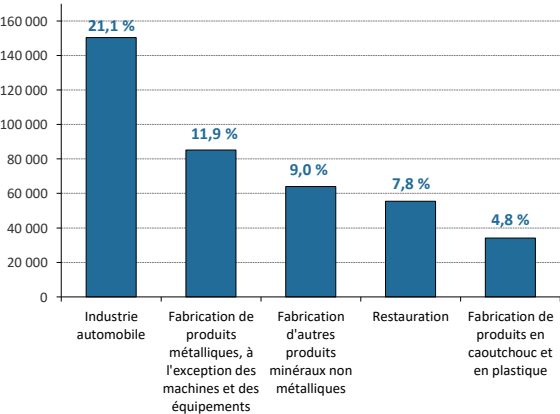
(heures autorisées)



Données sur 12 mois glissants :
octobre 2024 à septembre 2025

Les 5 secteurs ayant consommé le plus d'activité partielle

(heures consommées)



Source : ASP / DGEFP, traitements Dares / DREETS

Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE)

Le nombre de PSE et leur nombre d'emplois supprimés envisagés sont calculés en cumul depuis le 1er janvier de chaque année.

2024 / 2025	CALVADOS		EURE		MANCHE		ORNE		SEINE-MARITIME		NORMANDIE	
	31 déc. 2024	31 déc. 2025	31 déc. 2024	31 déc. 2025	31 déc. 2024	31 déc. 2025	31 déc. 2024	31 déc. 2025	31 déc. 2024	31 déc. 2025	31 déc. 2024	31 déc. 2025
Nombre de PSE	28	24	21	11	11	7	6	7	46	39	73	69
Nombre d'emplois supprimés envisagés	913	252	854	175	204	87	76	253	1 828	956	3 875	1 723

Note de lecture : la somme des PSE départementaux est supérieure à la somme régionale. Certains PSE impactent plusieurs départements

Source : DDETS(PPI) / SI RUPCO

Définition

Toute entreprise d'au moins 50 salariés qui procède au licenciement pour motif économique d'au moins 10 salariés sur 30 jours doit élaborer un Plan de Sauvegarde de l'Emploi.

Le PSE regroupe un ensemble de mesures destinées à limiter le nombre de licenciements, notamment par des mesures de reclassement et il est obligatoirement communiqué aux DDETS.

Le nombre d'emplois supprimés envisagés est celui connu au début de la procédure lors de sa déclaration aux DDETS.



Retrouvez l'ensemble des publications du Service observation Études, Statistiques et Évaluation et l'actualité de la DREETS de Normandie en vous rendant sur <https://normandie.dreets.gouv.fr/>

Directrice de la publication : Catherine PERNETTE - Rédaction : SESE DREETS de Normandie

Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Normandie

Cité administrative, 38 cours Clémenceau 76108 ROUEN CEDEX 1

Titre clé : Normandie stat's = ISSN 2556-5745

